



Compte Rendu du Comité Social d'Administration du 27/04/2026

Secrétaire adjoint : FO

Organisations syndicales présentes : CGT FP76, FO, CFDT/CFTC.

Propos liminaires des organisations syndicales pour rappeler que les représentants du personnel sont aussi des agents qui ont des objectifs à atteindre et que les instances sont chronophages. Il convient d'adapter la charge de travail de ceux-ci compte tenu de l'activité syndicale.

Denis GIROUDET, pour sa part, estime que le planning des instances est souvent contraint et que certains sujets apparaissent et impliquent qu'un CSA soit convoqué.

POINT POUR AVIS (= soumis au vote) :

*** Approbation des procès-verbaux des CSA n° 7, 7 bis et 8 de 2025 :**

Vote de la CGT : ABSTENTION.

POINTS POUR INFORMATION (= non soumis au vote) :

*** Avenir de la relation conventionnelle avec la Caisse des Dépôts et Consignations :**

Sur ce point : voir le compte-rendu du précédent CSA lors duquel le sujet avait déjà été abordé.

Denis GIROUDET se dit déçu du fait que la DRFIP76 ne conserve pas une implantation du CSB.

Un webinaire a déjà été organisé pour informer les agents ; un autre devrait avoir lieu le 5 mai prochain. Une visite des RH est prévue dans les services en juin.

Aucun agent n'est *a priori* intéressé pour rejoindre le CSB de MÂCON ; certains s'interrogeraient encore pour rejoindre le site de BORDEAUX...En septembre une demande formelle sera faite à chaque agent pour connaître leur souhait et anticiper une vague de recrutement à venir sur les nouveaux sites.

En attendant, il s'agit d'assurer la mission jusqu'à la fin (31/12/2027).

Les agents veulent aussi savoir, pour pouvoir se projeter, quelles seraient leurs missions dans les sites qu'ils seraient amenés à rejoindre.

De même, les collègues voudraient savoir quelles seraient les conséquences financières (notamment quant à la prime d'intéressement) parce que le fait de suivre la mission implique un changement de vie. Où sera réaffecté un agent qui au bout d'un an de détachement souhaite réintégrer la DGFIP ? A priori dans sa direction d'origine...

Denis GIROUDET nous « garantit » qu'il y aura, pour les agents, un « accompagnement personnalisé » et notamment dans leur affectation.

Selon lui, la DRFIP aura techniquement les moyens d'affecter les agents concernés où ils le souhaitent.

Mais la CGT rappelle que son départ à lui est prévu avant la fin officielle de la mission du CSBO : comment peut-il alors engager l'administration sur des adaptations aux règles RH (décisions qu'un autre directeur pourra remettre en cause) ?

Beaucoup de questions se posent encore pour les contractuels, et notamment pour ceux qui sont à la limite de la CDIisation (au-delà de 6 ans).

La CGT Finances Publiques réaffirme que cet abandon de mission est inadmissible et que la DGFIP, à l'initiative de la rupture, ne peut que faire constater son impréparation totale quant aux conséquences sur les agents !

Ce sujet sera à nouveau abordé lors d'un CSA à la rentrée (septembre/octobre).

*** Exécution budgétaire 2025 et programmation budgétaire 2026 :**

Économies faites en 2025 : affranchissement, télécommunications, frais de déplacement.

Pistes d'économie pour 2026 : arrêt total des mises sous pli pour les collectivités, les frais de déplacement à nouveau (avec l'arrivée de GLOBEO)

Le nouveau système de réservation des billets de train est-il obligatoire ? Ou est-ce recommandé ?

Le nouveau système implique que la Direction « prenne la main » sur les OM (la demande doit se faire 8 jours avant la mission programmée). Mais, si l'agent doit prendre un billet de train juste avant son déplacement, il sera quand même remboursé de ses frais.

Idem pour le logement qui devra bientôt passer sous ce système.

En 2026, les économies réalisées seront principalement réallouées vers les travaux (= la direction « piochera » donc plus sur le budget DGF). En effet les crédits pour les travaux immobiliers ont été pour une grande partie refusés par SPIB (ne concernant pas de projets de densification ou de rénovation énergétique).

Les organisations syndicales demandent à nouveau à la direction de nous chiffrer les répercussions financières de toutes les mesures ECOFIP (économies réalisées). Combien a-t-on gagné en dépenses énergétiques depuis que les services sont tous à la Cité ? De nouveau, la direction botte en touche au prétexte que les calculs sont trop compliqués à effectuer.

La direction nous confirme qu'il n'y aura pas d'entretien ou de réparation des ascenseurs avant le début des travaux qui ne démarreront pas avant la fin de l'année (car pas de pièces disponibles et pas de techniciens aptes à effectuer les réparations).

Lors de l'audit fait sur le parking de la Cité administrative, on a découvert que l'étanchéité n'a jamais été faite (et les travaux n'ont rien arrangé...) Donc il va falloir réaliser les travaux (mais uniquement après ceux des ascenseurs) et à condition qu'il y ait des crédits.

Par contre, la direction se vante une nouvelle fois du mobilier dynamique mis à disposition des agents pour améliorer leurs conditions de travail.

Les OS reviennent sur les travaux de FÉCAMP qui sont au point mort.
Benjamin MARGEAULT indique que la DRFIP 76 va de nouveau demander à BERCY des crédits pour compléter ceux qui seront pris sur la DGF (Dotation Globale de Fonctionnement) afin de réaliser les travaux.

Les OS relèvent qu'on est dans une phase de recherche d'économies et qu'on augmente malgré tout les frais de « réception » (y compris les activités de cohésion...)

*** Présentation de la campagne IR 2026 :**

C'est notre « vache sacrée », selon Denis GIROUDET = un temps fort de notre administration.

En 2026, on reste sur la continuité des modalités de la précédente campagne IR.

Mobilisation des SIP avec, en fin de campagne, un renfort du PCRP sur certaines questions.

La campagne a débuté le 09/04.

Augmentation du nombre d'appels sur le numéro national et baisse corrélative des appels sur les sites locaux, ce qui explique une augmentation de notre contribution au renfort national. Ce transfert des appels semble lié au fait que les numéros locaux n'apparaissent plus sur les avis, mais cela fait des années que c'est le cas...

Bercy a donc décidé de faire machine arrière en indiquant à nouveau les numéros locaux sur le site service-public.gouv.fr

545 000 chèques encaissés à la DRFIP76 en 2025.

Denis GIROUDET nous informe qu'il a rédigé une note sur les paiements par chèque qu'il se propose de nous présenter au prochain CSA.

Les OS contestent cette chronologie : s'agissant d'une note qui va modifier l'organisation de certains services, cette note aurait dû être présentée au CSA avant d'être mise en œuvre !

Denis GIROUDET affirme qu'il s'agit d'une simple note de gestion et conteste la demande des OS.

*** Avancement sur le déploiement de la facturation électronique en Seine-Maritime :**

Bien des questions techniques restent à ce jour sans réelles réponses de la part de la DG qui s'est employée à essayer de déminer le terrain et à rassurer, sans convaincre.

Sur le plan général, la CGT Finances Publiques dénonce une réforme d'ampleur qui aurait nécessité d'importants moyens humains supplémentaires à la hauteur des enjeux de cette réforme.

A ce jour, moins de 10 % des entreprises ont opté pour une plateforme de facturation électronique pourtant obligatoire au 01/09/2026 pour recevoir les factures de leurs fournisseurs.

Ce retard dans la prise de conscience des entreprises laisse présager un afflux massif d'appels de contribuables à compter de la mise en route en septembre qui devra être absorbé par les services.

Pour une fois, les OS partagent l'inquiétude de la direction locale.

QUESTIONS DIVERSES :

* Il y aura un shampouinage de la moquette de la Cité cette année.

Question : peut-on le faire avec les agents présents ? Pas de réponse à ce jour...

* La CGT demande que certains boxes de réception situés à l'accueil du CFP du HAVRE soient équipés de plexiglass.

=> La direction donne son accord de principe.

* Départs/arrivées à venir :

Fabienne ROMBAUT sera remplacée au 1er/07 par Lydie EXERTIER, déjà connue par notre directeur.

M MARGEAULT, qui part à la tête du SIP de ROUEN, sera remplacé au 1er/09 par un DEAE, M TOUIHAR.

Fabrice ROBYN sera remplacée par Mme FABREGUES.

Lénaïc DURIN, à sa demande, prendra ses fonctions le 18/05 au Recouvrement forcé et sera remplacée par Edouard JAYER à la tête de la division BIL.

Prochain CSA : 19/05/2026.